

Compte-Rendu du Séminaire Franco-Russe des 27-29 juin (Présentations faites par la délégation russe)

Le séminaire Franco-Russe est une initiative qui s'est constituée en 1991, à l'époque sous la forme d'un séminaire Franco-Soviétique, et s'était donné comme but de faire travailler ensemble des économistes russes et français sur les problèmes financiers de la transition de l'économie russe. Il résulte de l'initiative d'économistes français, soutenus par la Maison des Sciences de l'Homme, et d'économistes russes regroupés autour de l'Institut des Prévisions Économiques de l'Académie des Sciences de Russie. Au cours des années, le séminaire s'est élargi dans ses thématiques et a englobé l'analyse du développement économique comparé entre la Russie et la France. Il a été un cadre d'échange d'informations important entre les deux pays, et il a aussi permis à de nombreux étudiants, tant russes que français, de développer leurs recherches et de faire leurs thèses.

Ce séminaire a continué ses travaux depuis la 1^{ère} session, qui s'est tenue en juin 1991. À raison de deux sessions par an, il en est aujourd'hui à sa 63^{ème} session.

Durant toutes ces années, de nombreux ouvrages ont été produits dans le cadre du séminaire¹, ainsi que de très nombreux articles scientifiques. On peut considérer que le Séminaire Franco-Soviétique a été une initiative scientifique centrale dans le cadre de la coopération scientifique entre les deux pays.

Dans les circonstances actuelles, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreuses initiatives de coopération scientifique ont été remises en cause. Les responsables français et russes du Séminaire ont décidé de le maintenir afin de conserver un lien scientifique en économie entre les deux pays. C'est donc dans ce contexte difficile que s'est tenue la 63^{ème} session grâce à l'appui et au soutien de nombreuses institutions, dont l'EGE à Paris.

Cette session a été consacrée essentiellement à l'analyse des conséquences de l'inflation et des sanctions en Russie comme en France et à l'analyse des transformations que connaît aujourd'hui le commerce international. Le compte-rendu qui suit est consacré aux présentations réalisées par les collègues de l'Institut des Prévisions Économiques (Académie des Science de Russie).

Leurs présentations permettent de comprendre le point de vue de scientifiques russes sur des problèmes clefs pour l'évolution de l'économie russe.

¹ Voir, Ivanter V. et Sapir J., 2) *Monnaie et finances dans la transition en Russie* (direction du volume, en collaboration avec V.V. Ivanter), Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme et l'Harmattan, Paris, décembre 1995. Publié en russe sous le titre *Denezhnye i finansovye problemy perehodnovo perioda v Rossii - Rossijsko-Francuzkij dialog*, Nauka, Moscou, juillet 1995 ; Sapir J. (dir.), *La Transition Russe, Vingt Ans Après*, (avec V. Ivanter, D. Kuvalin et A. Nekipelov), Éditions des Syrtes, Paris-Genève, 2012. Traduction en russe *Rossijskaja Transformacija – 20 let spustja*, Magistr, Moscou.

Jacques Sapir (CEMI)

Présentation

Le séminaire Franco-Russe qui s'est tenu par vidéo-conférence des 27 au 29 juin a été consacré essentiellement à 2 thèmes : l'évolution de l'économie russe et de l'économie française dans le nouveau contexte international et la montée de l'inflation et les changements que l'on observe dans le commerce international et dans le processus de mondialisation / démondialisation.

Les effets de la guerre en Ukraine et des sanctions et contre-sanctions ont été notables. Mais, la totalité des évolutions des économies en France et en Russie ne peut être expliquée par les phénomènes issus de la guerre. Les évolutions actuelles doivent donc être replacées dans une vision plus longue.

La question de l'impact des sanctions sur l'économie russe est naturellement centrale dans plusieurs des interventions (Shirov, Kovalin, Govtvan, Savchishina). Mais, à chaque fois, des références précises sont faites à des processus antérieurs aux événements de ce printemps.

L'impact des sanctions doit donc être analysé à court et à long terme. À court terme, les espoirs des pays occidentaux de provoquer si ce n'est un effondrement, du moins une crise grave, en Russie ont été complètement déçus. Après une période d'effondrement, le rouble s'est rapidement redressé et, profitant de la balance commerciale excédentaire de la Russie, s'est même apprécié. La confiance de la population russe est rapidement revenue et semble même s'être renforcé. Le blocage d'une partie des réserves de la Banque centrale a eu plus de conséquences sur les pays occidentaux que sur la Russie elle-même. Ce blocage, selon les autorités du FMI, a fragilisé le dollar dans sa position de monnaie internationale et a conduit la Russie à mettre en place des circuits de paiements en roubles auxquels les occidentaux n'ont guère d'autre choix que de se plier. L'idée d'empêcher la Russie de financer les opérations militaires en Ukraine a été complètement invalidée. Enfin, les mesures visant à restreindre les exportations russes touchent dorénavant bien plus les pays occidentaux, l'Union européenne étant désormais confrontée à une véritable « crise du gaz » que la Russie. Le bilan des sanctions et des contre-sanctions est indiscutablement en faveur de la Russie, du moins à court-terme.

Cela ne veut pas dire que les sanctions n'aient pas d'effets importants, que ces effets soient à court-terme ou à long-terme.

En ce qui concerne les effets à court-terme, un de ces effets est justement le résultat de l'appréciation du rouble, autrement dit le résultat de l'efficacité de la politique de la Banque Centrale de Russie, depuis la fin du mois d'avril. Cette appréciation du rouble face au Dollar et à l'Euro induit une réduction des recettes financières en roubles du budget russe. Ceci pose alors la question des modes de financement du budget, par l'endettement et par le recours au Fonds souverain créé par la Russie. Un autre effet est la perturbation dans la matrice des prix relatifs du secteur agro-alimentaire russe comme le montre la présentation de D. Polzikov.

Pour ce qui concerne les effets à long-terme, ils se concentrent sur la question du contenu de l'investissement, contenu matériel mais aussi contenu en technologie. Il est ici clair que la Russie sera obligée de faire un effort particulier en investissement et en particulier en investissement en R&D si elle ne veut pas prendre du retard vis-à-vis des pays qu'elle considère désormais comme « hostiles ». Mais, cet effort impose d'une part une réforme de la gestion des processus d'innovation en Russie et d'autre part l'élaboration d'une

forme de « plan » visant à harmoniser les initiatives publiques et les initiatives privées. Mais, est-ce que l'administration russe est en mesure de se plier aux contraintes d'une harmonisation des perceptions et des intérêts des différents acteurs, cette question reste à l'heure actuelle posée. De ce point de vue, le projet de programme de moyen et long-terme que le gouvernement russe doit présenter au mois d'octobre révélera les grands axes de la politique économique pour ces prochaines années et fournira de premières indications quant à la capacité de l'administration et du gouvernement à s'adapter aux nouvelles conditions.

Globalement, l'économie russe a démontré une bonne résistance face aux conséquences de la guerre en Ukraine et des sanctions prises par les pays occidentaux. Cela renvoie au fait que le système économique a des capacités d'adaptation spontanées importantes. Mais, ces capacités ne peuvent pas tout résoudre. Elles doivent s'appuyer sur une politique spécifique mise en place par l'État. C'est cette politique spécifique, et en particulier la politique de moyen et long-terme, qui constitue aujourd'hui la plus grande interrogation quant aux évolutions futures de la Russie.

Alexandre Shirov (IPE-ASR):

Les sanctions qui ont été prises depuis la fin du mois de février correspondent globalement au projet des Etats-Unis d'affaiblir l'économie russe, mais elles sont appliquées de manière bien plus rigoureuse par les pays de l'Union européenne. On peut se demander pourquoi les pays de l'Union européenne ont-ils décidé de saborder leurs économies alors qu'officiellement ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs que les États-Unis.

Ces sanctions ont été dans les faits décidées par des personnes qui ne connaissaient pas, ou qui ne comprenaient pas, comment fonctionnait – et fonctionne aujourd'hui – l'économie russe.

L'idée que les sanctions sur le commerce international, les importations ou les exportations, feraient s'écrouler l'économie russe était erronée ou alors issue d'une vision fantasmagorique de la Russie.

Le choc a cependant été important, mais il n'a pas été en mesure de déstabiliser l'économie russe dans le court ou dans le moyen terme.

Importations :

Certaines des sanctions touchaient la possibilité pour la Russie d'importer certains produits. La dépendance par rapport aux pays « hostiles » (i.e. les pays de l'OTAN et leurs alliés appliquant les sanctions) a été, ou est toujours, importantes. On donne ici quelques chiffres :

- Pharmacie : 83%
- Chimie fine : 60%
- Construction des machines : 50%
- Produits alimentaires : 30%

Mais ce qui a été oublié c'est la possibilité pour la Russie de diversifier les sources de ses importations, voire de les remplacer par des produits fabriqués localement. On a pu constater que la Russie était loin d'être isolée internationalement. D'autres sources d'approvisionnement sont disponibles, en particulier dans le domaine de la pharmacie

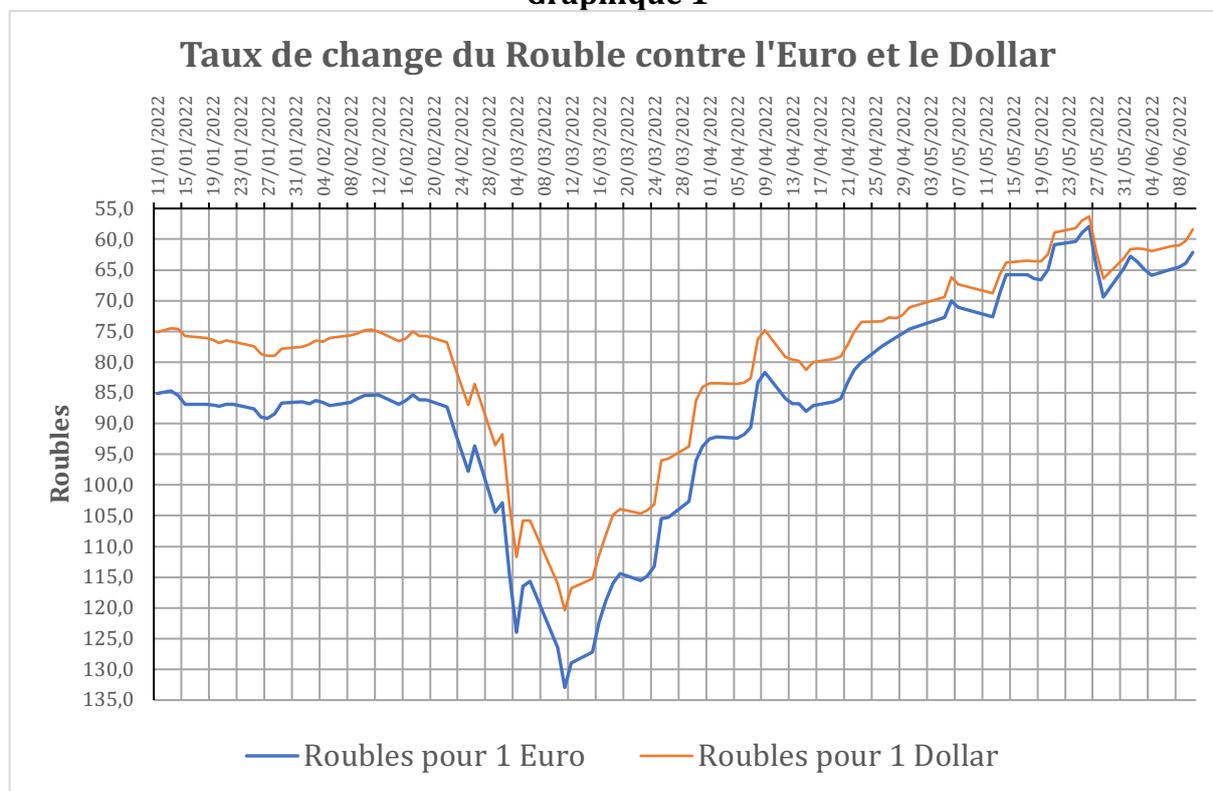
(Chine et Inde) de la chimie (Inde). Une partie des problèmes sont donc ou seront résolues par des chaînes logistiques différentes et des fournisseurs « amis ». Il faut noter que le nombre de pays refusant d'appliquer ces sanctions ou les considérant comme illégitimes, est important.

Exportations :

Cependant, le principal objectif des sanctions sur les exportations de la Russie était de faire disparaître des sources de revenus de l'État et de provoquer une crise financière. De ce point de vue, le résultat est clairement un échec. Cependant, la Russie va diminuer la production d'hydrocarbures (pétrole, gaz) en 2023. La diminution prévue pour l'extraction du pétrole est de 60 millions de tonnes.

Mais cette diminution est plus que compensée par hausse des prix tant des hydrocarbures liquides que gazeux. La balance commerciale restera positive avec un solde estimé à +120 Milliards USD pour 2023.

Graphique 1



Sources : Banque Centrale de Russie

À très court terme les premières sanctions, et en particulier les sanctions financières, ont provoqué une forte baisse du rouble. Mais ce mouvement s'est inversé dans les semaines qui ont suivies et dès le mois d'avril, le rouble avait retrouvé son taux de change de début février. Il a continué par la suite à s'apprécier atteignant des niveaux inconnus depuis sept à huit ans. Ce mouvement a cependant des aspects contradictoires. Il a incontestablement des effets positifs sur l'inflation qui a baissé fortement au mois de mai et qui est actuellement à un niveau très faible. Mais la hausse du taux de change a aussi des effets négatifs. Elle provoque en effet une baisse des recettes budgétaires (en roubles) et donc l'apparition d'un déficit probable.

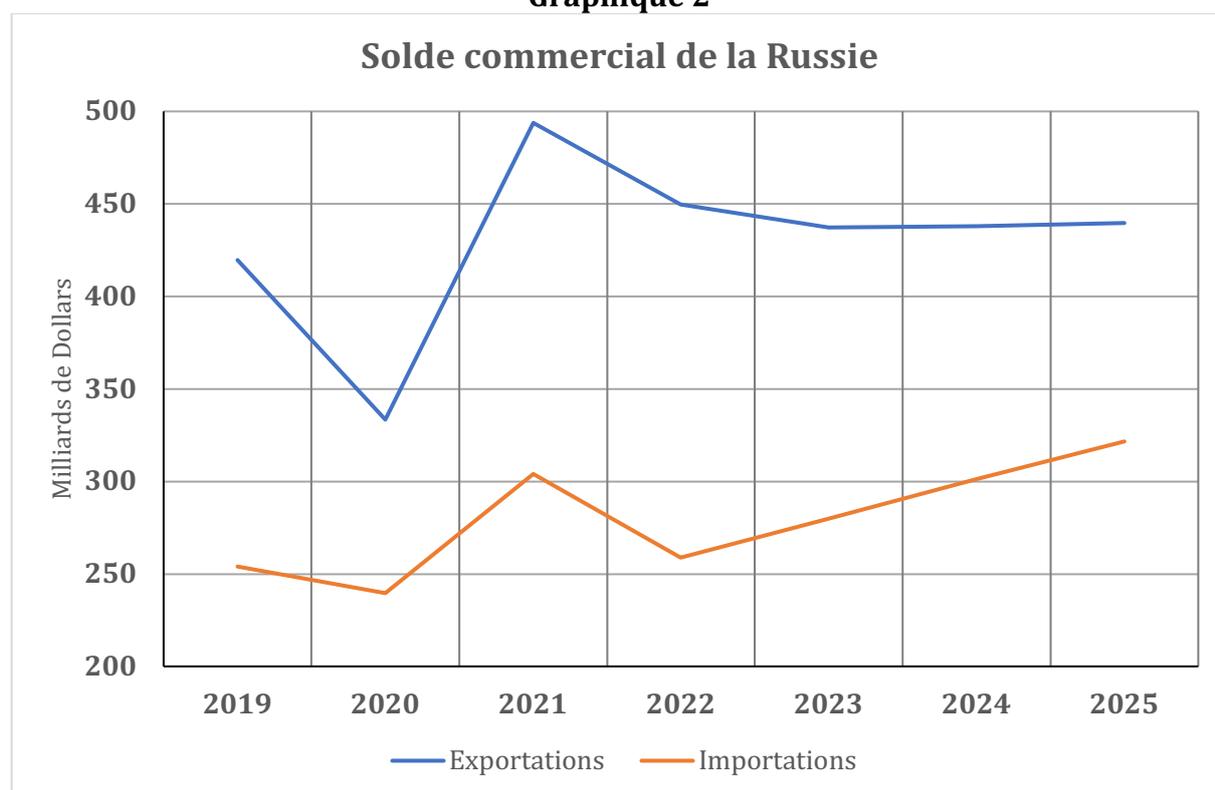
Effets de taux de change sur le budget

- Pour un taux de change de 50r/1 USD le déficit budgétaire serait de -2%
- Pour un taux de change de 75r/1USD le déficit serait nul.

Le taux de change du rouble est donc aujourd’hui surévalué, mais il y a peu de mécanismes pour le faire baisser.

Le seul mécanisme actuel de variation du taux de change c’est la circulation des capitaux. La Banque Centrale de Russie va donc utiliser ce mécanisme. L’objectif est donc actuellement de faire baisser le Taux de Change, à l’inverse de ce qu’il était au mois de mars.

Graphique 2



Sources : ROSSTAT (2019-2021) et prévisions de l’IPE-ASR

L’impact budgétaire

Or, il faut comprendre que c’est le budget et sa valeur qui déterminera le PIB de l’an prochain. La récession dépend beaucoup des mesures qui seront prises ou pas par le gouvernement. Ces mesures contiennent un soutien à la consommation et aux couches les plus fragiles de la population russe, un soutien aux entreprises pour faciliter ou accélérer les processus de substitutions aux importations.

Le fonds souverain russe sera un élément central de la politique budgétaire du gouvernement. Ce fonds souverain est inclus dans les réserves en devises et or. Certains économistes occidentaux ont pensé qu’en gelant les réserves en devises et en or, ou du moins en en gelant une partie, ils gèleraient le fond souverain. Mais c’est une incompréhension profonde des mécanismes de financement du budget.

En fait, comme il dépend du Ministère des Finances, c’est par un simple jeu d’écritures que ce fonds pourra contribuer aux recettes du budget. On ne peut en réalité « geler » le fonds

souverain. Les réserves servent de contre-valeur à l'émission de roubles, et cette émission est décidée par la Banque Centrale de Russie.

Le principal impact sur le budget russe sera celui du taux de change du rouble. Mais, le niveau de dette de la Russie est aujourd'hui très faible (30% du PIB). La Russie peut s'accommoder d'une hausse du déficit pour les années à venir.

Macroéconomie :

La question de la réaction de l'économie russe aux sanctions a provoqué de nombreux débats. L'économie de la Russie connaît une forte inertie à court terme en raison de sa taille.

Sur le fond, le « choc » des sanctions a été tempéré par cette inertie mais aussi par les processus d'adaptation. La dynamique du 1^{er} semestre a certes connu un fort ralentissement par rapport à la dynamique de croissance de la fin 2021 et devrait être égale à 0. Mais, nous sommes loin des prévisions d'une forte contraction qui circulaient en Occident au début mars 2022. La prévision de baisse du PIB sur l'ensemble de 2022 devrait ainsi être comprise entre -5% / -7%. Le chiffre de -7% devant ici être considéré comme une limite basse.

A moyen terme, les scénarios dits « inertiels », autrement dit sans action de l'État, font état d'une hausse du PIB et de l'investissement (0,8% et 4,8%) pour 2023.

Cela ne veut pas dire que les sanctions n'ont pas révélé des faiblesses structurelles de l'économie russe.

Au cours des 20 dernières années nous nous sommes trop reposés sur les exportations et en partie sur l'importation. Les gouvernements successifs n'ont pas assez développé l'activité intérieure, en dépit d'un fort potentiel.

Les dépenses publiques sont ici un autre problème. Le Ministère des Finances maintient l'idée de « règles spéciales » pour minimiser les dépenses. Nous pensons qu'il faut au contraire avoir une expansion des dépenses tant pour maintenir le niveau de demande que pour développer l'investissements.

A cet égard, les sanctions posent un problème pour l'accès à la technologie. Il faut impérativement développer la R&D. De fait les pays « hostiles » à la Russie ont un poids dans la R&D mondiale supérieur à leur part dans le PIB mondial.

La création des contours alternatifs dans l'économie implique une forte hausse de la R&D en Russie, Chine et Inde. Il faudrait fortement accroître la R&D

Conclusion

La Russie a une dette très faible et peut emprunter. Il faut cependant, au préalable, faire baisser l'inflation.

Ce sera fait dès l'année prochaine. De fait, le pic d'inflation que la Russie a connu en mars et avril s'est déjà fortement réduit au mois de mai, et a quasiment disparu au mois de juin. Les importations « critiques » ou stratégiques équivalent à 160 milliards USD (2019) dont 50% des pays « hostiles ». Sur ces 80 M USD on pourrait en compenser environ 50% par la production intérieure. Mais il y aura un reste incompressible, qui devra être remplacé soit par d'autres fournisseurs soit par une production nationale qui reste elle à développer.

Il faudra mettre en place un système de gestion de la R&D si l'on veut que l'effort d'investissement porte ses fruits.

Au total, il est clair que le gouvernement a d'abord cherché à éteindre l'incendie face aux sanctions. Il y est parvenu et il n'y a pas eu d'effondrement financier ou dans la production. Mais, la question de la stratégie à moyen et à long-terme reste posée. Le travail de réflexion sur une nouvelle stratégie économique a commencé. Elle devrait être publiée en Octobre. Il faudra des prévisions, ce dont s'occupe actuellement l'institut, et des concertations entre l'État et les milieux d'affaires. Une forme de concertation est indispensable. Le problème n'est pas de savoir si le privé sera capable de faire ce qu'il doit faire mais de savoir si l'État sera capable de continuité dans son action et de la construction d'un nouveau contrat social. De ce point de vue, il est clair qu'une forme de planification indicative s'impose.

Dmitri Kovalin, Yulia Zintchenko, Petr Lavrinenko (IPE-ASR)

Après avoir présenté l'impact macroéconomique des sanctions, nous présentons l'impact de la situation actuelle et des sanctions sur le niveau microéconomique, autrement dit sur les entreprises russes.

Pour cela, nous utilisons le large panel d'entreprises que nous suivons depuis de nombreuses années, entreprises qui répondent à nos questionnaires mais qui aussi répondent à des questions en « face à face ».

Comment les entreprises russes ont-elles réagi aux sanctions ?

L'impact des sanctions a été moins grave que celui de la COVID-19 en 2020. La baisse du PIB pour l'instant a été limitée.

- 59% des entreprises seulement ont subi l'impact des sanctions contre 74% pour l'impact de la COVID-19.
- Seuls 39% s'attendent à des effets négatifs dans le futur, 33% pensent que ces effets seront à la fois positifs et négatifs.

Les problèmes parmi les entreprises qui disent souffrir des sanctions (enquête sur les entreprises) sont donc les suivants (les entreprises pouvaient fournir plus d'une réponse) :

- Ressources en intrants et pièces de rechange (67%)
- Hausse des prix : 62%, dont hausse des prix importés 40% (mais baisse actuelle des prix)
- Incertitude : 44%
- Chute de la demande : 39%.
- Accroissement des taux d'intérêts : 33%
- Manque d'accès à la technologie et freins à la modernisation : 23%
- Baisse des opportunités d'exportations : 17%

Il est intéressant que les problèmes d'approvisionnements soient cités en premier. L'effet de hausse des prix s'est beaucoup amoindri fin avril et dans le cours du mois de mai, ce dont ne rend pas entièrement compte l'enquête.

Les entreprises russes qui signalent un problème, n'ont pas besoin d'argent mais d'approvisionnements et de technologies.

Stratégies d'adaptation (tout l'effectif des entreprises)

- Chercher des sources d'approvisionnements en Russie : 70%
- Chercher des autres fournisseurs étrangers : 36%
- Chercher des nouveaux marchés : 31%
- Produire de nouveaux produits : 21%
- Restructurer le processus de production : 15%
- Réduire les coûts d'investissements : 37%
- Supprimer certaines productions : 15%
- Réductions de la main d'œuvre : 12%

On constate que le nombre de réponses que l'on peut considérer comme négatives (réduire les coûts, supprimer certaines productions et réduire la main d'œuvre) sont plus faibles que les réponses que l'on peut considérer comme positives avec la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement et de fournisseurs étrangers.

Les attentes des entreprises

Face aux sanctions, les entreprises ont exprimé des attentes très diverses par rapport aux autorités. Souhaits envers les autorités :

- Contrôle des prix de l'énergie et du transport : 56%
- Diminuer les impôts : 53%
- Réduire le poids de la bureaucratie : 46%
- Soutien financier aux processus de substitution : 43%
- Soutien à la demande : 40%
- Lancer un grand programme d'infrastructures : 23%

Ici aussi on constate que la demande de protection est forte (contrôle des prix de l'énergie, diminution des impôts), que la demande de simplification administrative reste forte, mais qu'elle est suivie par des demandes qui concernent le moyen et le long-terme, comme l'aide au financement des processus de substitution, le soutien à la demande et le lancement d'un programme d'infrastructures.

Les sanctions ont créé des problèmes aux entreprises russes. Certains devront être surmontés dans le long-terme. Mais, cette crise a aussi créé de nombreuses opportunités de développement. La demande en soutien (production ou demande) de 40% et plus en témoigne. D'une certaine manière, peut être cette situation va permettre aux entreprises de réagir à des problèmes qui se sont accumulés depuis maintenant de nombreuses années.

Zinchenko

Le développement durable apparait comme n'étant ni une priorité pour les entreprises ni une priorité pour le marché.

Les normes ESG doivent être un atout au développement et non un frein. De fait moins de 40% des entreprises considèrent que les sanctions risquent de perturber leur développement et le tournant vers les normes ESG.

De manière significative seule 13% des entreprises considèrent que la trace carbone aura un impact négatif et 12% qu'elle est à prendre en charge.

Mais, il s'agit d'une perception des entreprises.

Oleg Govtvan (IPE-ASR):

La politique de ciblage d'inflation aujourd'hui implique de revenir sur certains principes de la politique monétaire.

La politique monétaire émerge au XIX^e siècle. Désormais, elle se concentre sur le système bancaire et la monnaie scripturale. Les régimes monétaires ont évolué. Nous avons depuis plusieurs années, évolué vers une politique dite de «ciblage d'inflation». Il y a des nuances et plus, mais cette politique domine désormais dans un certain nombre de pays. Il convient de mentionner ici la hiérarchie des objectifs et des instruments de la politique monétaire. Il faut commencer par distinguer l'objectif de principe (ou de principe) et l'objectif opérationnel qui est la stabilisation des taux d'intérêts au plus proche du taux directeur.

Du point de vue des contenus, les modèles mathématiques utilisés pour l'analyse des politiques monétaires sont relativement simple, même si les techniques sont quant à elles sophistiquées.

Les Banques centrales prétendent qu'à long-terme la politique monétaire est sans effets sur le taux de croissance. Mais, de quel taux de croissance parlent-elles? De plus en plus on voit que le taux de croissance utilisé est le taux «potentiel» mais le mode de calcul de ce taux est et reste très discutable.

En principe, l'accroissement du taux clef doit être proportionnel à celui du taux sur les créances.

Mais, ce raisonnement ignore la question de la sélection des crédits et la dimension potentielle du risque de sélection inverse et de hasard moral.

La liquidité des banques russes a diminué lors le début des hostilités en Ukraine. Depuis, on est progressivement revenu au niveau de début février.

La BCR a baissé la norme des réserves obligatoires. Le taux clef qui motive les banques devient le taux sur les dépôts.

Il y a désormais trois acteurs sur le marché de la liquidité, la BCR, le MinFin et le Trésor Public. Les deux derniers sont devenus du fait de la nouvelle situation, bien plus importants. La BCR introduit de la liquidité alors que le MinFin en retire. Il y a eu pendant une courte période un mouvement de retrait par la population. Mais, dès que la population a constaté qu'il n'y aurait pas de crise de liquidité, les retraits de la population se sont arrêtés et se sont progressivement inversés. Le rôle de la BCR ici a été important. On peut le constater au travers des statistiques de prêts «pour la nuit» (overnight). En une journée on a injecté 3000 milliards de roubles (via le marché au jour le jour, les prêts Lombards, les REPO, etc...). Cela donne une idée de la réactivité des marchés et des acteurs de marché en Russie.

La BCR a réussi à ramener son taux directeur, qui avait été immédiatement après le début des hostilités porté à 20%, au niveau du RUONIA soit 9,5%. C'est le signe d'une bonne maîtrise de la part de la BCR, du moins à court-terme. Mais, le problème demeure à long-terme. Il n'y a pas de mécanisme de régulation efficace à ce niveau. Il faudra donc en rester à un réglage «manuel» de la liquidité. Or, ceci n'est possible que si les emprunteurs sont réduits en nombre, autrement dit composé de grandes entreprises. On aura donc une

concentration du marché dans les mois qui viennent. La question qui se posera est de savoir comment cette concentration aura lieu et surtout quelles seront les institutions qui pourront organiser ce marché.

Xenia Savchishina (IPE-ASR): La politique budgétaire russe sous le régime des sanctions: une possible alternative de court-terme

La profondeur de la récession va dépendre de la politique budgétaire. Cela concerne tant les dépenses que les recettes.

Pour le moment, un certain nombre de décisions ont été annoncées, en particulier pour les impôts et les charges sociales qui ont été décalées de 12 mois pour le 2^e et 3^e trimestres pour les entreprises. Il y a eu aussi la double indexation des retraites et des prestations sociales et le soutien aux hypothèques. Donc de nombreuses dépenses sociales.

De même, il y a des projets de décaler les paiements de la TVA.

Inversement on parle d'une augmentation des impôts sur l'extraction du gaz et du pétrole.

Dépenses: +27% en mars, +20% en avril/

Mais, les recettes ont aussi fortement augmenté (+32% en mars et + 22% en avril).

Le budget est toujours actuellement en excédent.

C'est le résultat d'une forte augmentation des recettes fiscales sur les hydrocarbures liée à l'accroissement de prix (+ 109% en mars, +130% en avril mais +69% seulement en mai) La baisse de la TVA a provoqué une baisse de -2% de recettes de la TVA.

Au total, il y a eu une forte augmentation des recettes en mars et avril, mais il y a maintenant un ralentissement.

Les dépenses pour l'économie ont augmenté de 22% en mars et avril, mais baissé en mai.

Les dépenses militaires ont fortement augmenté en avril (+170%)

Notons qu'il y a une incertitudes quant aux impôts prélevés par les régions?

On s'attend du fait de l'accroissement du taux de change (qui réduit les recettes fiscales) à un déficit de -1,5% en 2022. Mais encore faut-il que ce taux se stabilise à 70 roubles pour 1 USD. On s'attend donc, dans cette situation à des déficits de -2,8% à -2,4% en 2023-2025. C'est le niveau minimum pour maintenir la consommation et les investissements. Mais pas les salaires dans la fonction publique. Donc, il est possible que soit le déficit augmente soit que l'on utilise les ressources du fond souverain. Normalement, il n'est pas prévu de nouvel endettement en 2023, le déficit devant être couvert par le fonds souverain. Pour 2024-2025, par contre on a prévu un recours aux emprunts. Mais, tout ceci repose sur des hypothèses fragiles car on voit bien que de nouvelles dépenses vont venir s'ajouter à celles déjà prévues.

Très clairement, le gouvernement s'oriente vers une politique modérée d'endettement. Le gouvernement entend maintenir des règles budgétaires relativement stricte. Mais cela suscite déjà des débats, car selon ces règles il n'y aurait pas de nouvel effort d'investissement avant 2025. On voit bien que ceci n'est pas acceptable.

Les dépenses seront donc augmentées soit en utilisant le fonds Souverain soit en utilisant l'endettement. De même, on calcule que le budget pourrait être mieux équilibré si le

rouble se dépréciait à nouveau. Mais, le taux de change nécessaire serait 90 roubles / 1 USD. Ceci non plus n'est pas acceptable.

Il n'y a donc pas d'alternative à l'endettement et au déficit, avec l'utilisation du fond souverain.

Il n'y a pas, à priori, de concurrence entre les emprunts publics et les emprunts privés.

Igor Frolov (IPE-ASR)

Les schémas classiques d'analyse de l'inflation ne sont sans doute pas opérant par rapport à l'inflation actuelle. Il s'agit aujourd'hui plus de mouvements de certains prix que d'une dépréciation générale de la monnaie. L'inflation est en réalité un phénomène économique entièrement autonome.

On peut considérer que l'inflation est un processus dans le cours duquel les anciennes formes de la richesse (la rente) sont dévalorisées alors que les nouvelles formes sont valorisées. Le mouvement se situe au niveau des valeurs relatives des actifs de richesse. Ainsi, quand on dit que l'inflation dans les années 1920-1930 a ruiné les détenteurs de richesse, cela s'applique uniquement à ceux qui détenaient des formes anciennes de la richesse.

L'inflation est un mécanisme qui fait varier la valeur relative des actifs.

L'accroissement de la liquidité à l'échelle internationale est indubitable.

Cela traduit un processus de défense des anciennes formes de richesse. Mais, l'inflation qui en résulte va conduire à leur déclassement au profit de nouvelles formes.

Valery Semikashv (IPE-ASR) : "Russie et Europe : conflit gaziers 8 ans après. Bilan gazier de l'Europe en 2022- 2023 »

Le gaz que la Russie fournit à l'U.E. ne peut être facilement remplacé, tant pour l'UE que pour la Russie. Mais la situation s'est exacerbée.

Le Graphique 1 permet de voir l'évolution actuelle de la situation. La fourniture pour 2021 a été de 167 milliards de m³ (par an). Si on conserve les tendances actuelles, les fournitures pour l'année 2022 devraient être de 88,8 milliards de m³, soit 53% du niveau de 2021.

Les principales causes d'interruption des flux sont liées à la politique de la Pologne, des Pays Baltes et de la Finlande. Le flux avec la Turquie (Blue Stream) devrait être maintenu. D'autres flux sont réduits mais pas arrêtés, comme les flux au travers de l'Ukraine, une partie de « Turkish Stream » (à destination de l'Europe du Sud avec les problèmes avec la Roumanie et la Bulgarie) et une partie de Nord Stream-1 en direction de l'Allemagne. Dans le scénario le plus défavorable on aurait une interruption totale du transit au travers de l'Ukraine et de Nord-Stream-1.

Auquel cas on tomberait à 42,5 milliards de m³ soit 25,3% de la fourniture de 2021.

L'impact en serait important tant pour les ménages que pour les industries clefs, comme la métallurgie, la plasturgie, la chimie, qui sont de grosses consommatrices d'énergie. Des arbitrages importants devront être décidés dans les pays de l'UE.

Tableau 1

Natural gas supplies from Russia to Europe in 2022-2023

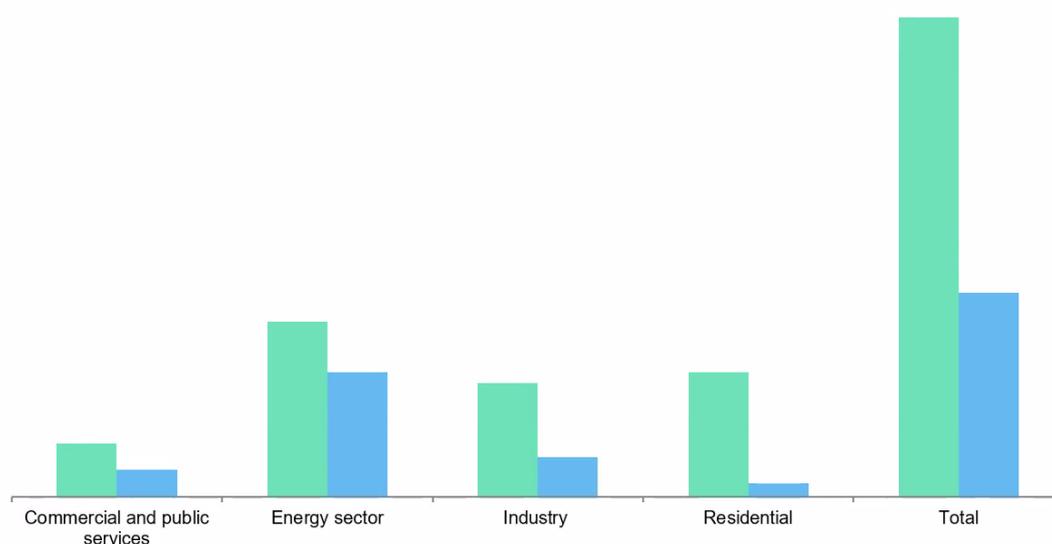


	Capacity, billion cubic meters per year	Through which countries	Current deliveries per day, million cubic meters per day	Current supplies, billion cubic meters per year	Forecast for 2022-2023, billion cubic meters per year	Favorable scenario (plus baseline)	Unfavorable scenario (minus from the baseline)
Yamal-Europe	33	Poland	0		1		
Ukrainian GTS	68	Ukraine					
GIS Sudzha			42	15,3	15,3		-10
GIS Sokhranivka			0		1		
Blue stream	16	Turkey	43,8	16	16		
Turkish Stream							
1 thread	15,5	Southern Europe	25-45	9,1	10	6	-5
2 thread	15,5	Turkey	42,5	15,5	15,5		
Nord Stream-1	55	Germany	68	24,8	30	30	0
To Finland	6		0				
To the Baltics	2,5		0		0		
Nord Stream-2	55	Germany	0		0	30	
Total	266,5		221,3	80,8	88,8	66	-15
Share from 2021 (167 billion cubic meters per year)					53%	93%	44%

On peut voir ici sur le graphique 2 les sources d'utilisation du gaz dans l'UE.

Graphique 3

Gas consumption in Europe in 2022-2023



Vert : consommation pour 2021

Bleu : consommation après baisse des fournitures

On voit que l'industrie et le secteur de la production d'électricité sont, avec le secteur résidentiel, les plus gros utilisateurs.

Quelles sont les sources alternatives ?

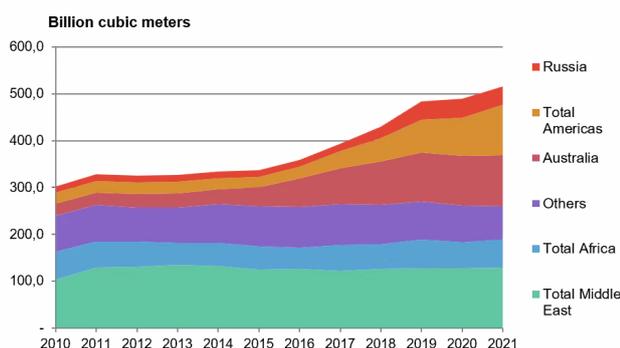
Il n'y a qu'un marché possible, c'est celui du gaz naturel liquéfié, un marché en plein développement au niveau mondial mais qui se heurte dans le cas de l'Union Européenne à un manque évident d'infrastructures.

Graphique 4

Impact on the global LNG market and the European natural gas market



	2021, billion cubic meters	% of World
LNG World 2021	518	
LNG import in Europe 2021	108	22%
Pipeline export from Russia to Europe		
2021 - fact	167	32%
2022 - Base scenario	88	17%
2022 - Favorable scenario	120-150	26%
2022 - Unfavorable scenario	65	13%



La seule alternative possible est ainsi l'utilisation du LNG. Mais, la capacité d'importation en LNG dans l'UE n'est pas immédiatement extensible. Or, il faudrait doubler ces capacités, mais aussi augmenter la flotte de méthaniers, pour faire face au scénario pessimiste. Or, ceci prendra entre 3 et 5 ans.

De plus, le gaz, provenant par gazoducs, vaut environ entre 400 et 500 USD/M³. Le LNG vaut (du fait des contraintes techniques) environ 1000 USD/M³. L'impact sur les coûts de fonctionnement de l'industrie mais aussi sur les coûts du gaz pour l'électricité sera élevé. La compétitivité de l'économie européenne en sera affectée.

La Russie doit restructurer son système d'exportation pour tenir compte de la volonté de l'U.E. de se passer totalement du gaz russe.

Il est possible, sur 3-5 ans de faire cette restructuration, qui impliquera la construction de nouveaux gazoducs et de nouvelles facilités de liquéfaction du gaz. Les pertes pour l'économie russe dans la période de transition seront modérées, même si Gazprom va perdre beaucoup d'argent durant la phase de transition. Mais en 2022/23 Gazprom aura gagné assez d'argent pour pouvoir effectuer cette transition.

A l'horizon 2026-2028 le gaz devrait être exporté vers l'Asie ou vers les régions asiatiques de la Russie où il remplacera le charbon comme source d'énergie.

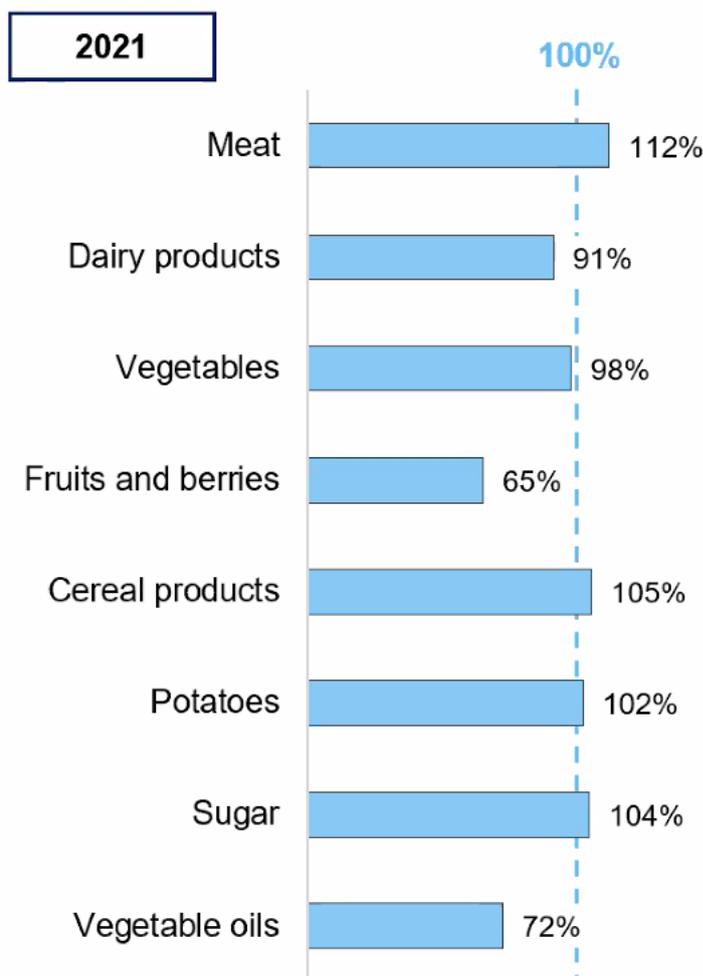
Dimitry Polzikov :

La Russie fait aujourd'hui face à 4 défis quant à sa sécurité alimentaire :

- La question des importations de certains produits alimentaires et du matériel agricole. Le secteur agro-industriel est frappé par des effets induits des sanctions

financières. Ces compagnies ne sont pas « sous sanctions » mais connaissent des difficultés du fait du contexte créé par les sanctions. On a vu le retrait de certaines sociétés étrangères (américaines) qui ont été remplacées dans certains cas par des opérateurs russes. La question logistique est aussi à prendre en compte. Mais, la sécurité alimentaire de la Russie n'a pas été mise en cause.

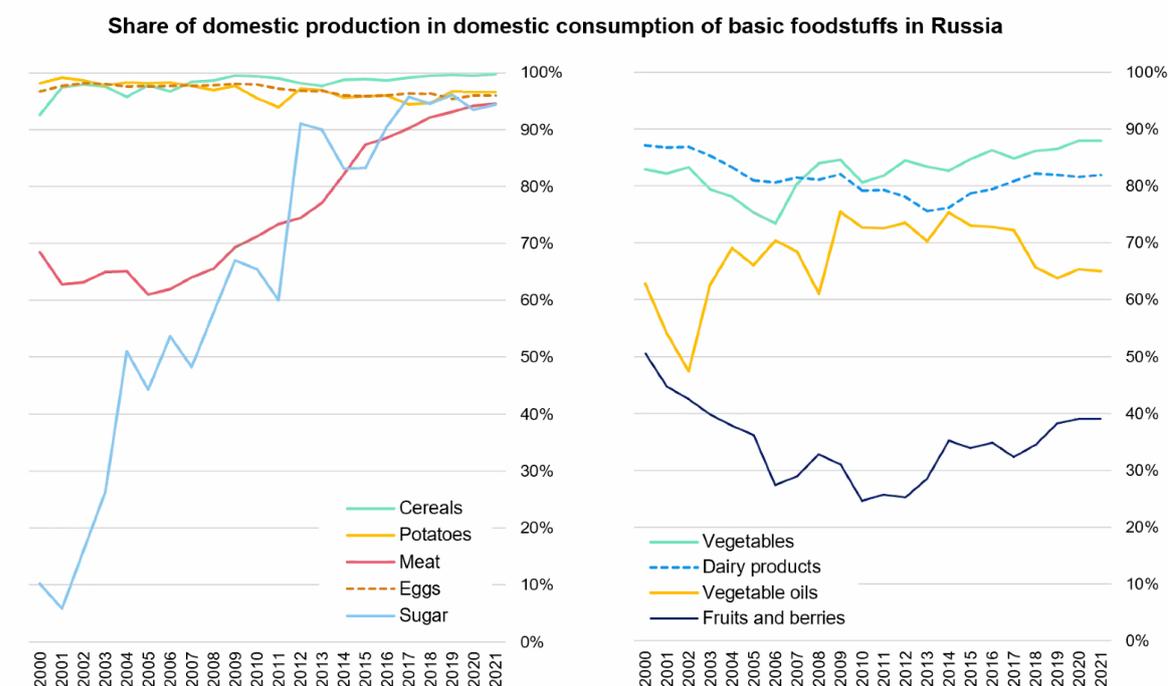
Graphique 5
Niveau d'autosuffisance alimentaire de la Russie
Levels of Russia's food self-sufficiency *



- Deuxième point : la baisse du pouvoir d'achat des ménages. On sait aussi que quand le pouvoir d'achat évolue rapidement, la structure de la consommation se modifie.
- Troisième point, les limites sur les exportations, liées justement aux sanctions financières et aux problèmes logistiques, sanctions qui de fait contribuent à diminuer la compétitivité de certaines exportations russes.
- Quatrième point : la distorsion des prix dans le secteur agro-alimentaire induite par la nouvelle situation.

Poids des importations

Graphique 6 Consommation domestique dans la consommation agroalimentaire des ménages russes

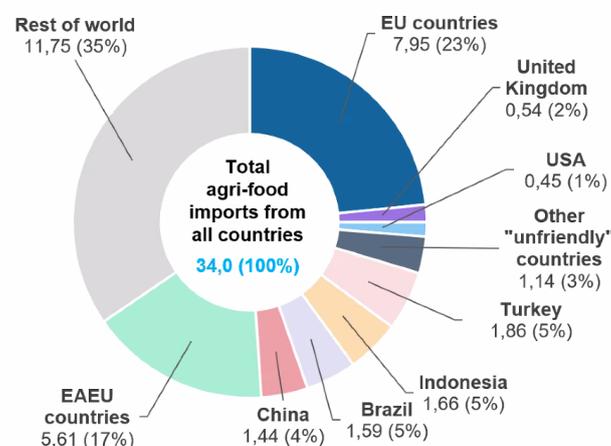


Il est clair néanmoins que le marché agroalimentaire russe est solide. La consommation par tête continue de s'accroître. Les paramètres principaux montrent que la sécurité alimentaire de la Russie n'a pas été mise en cause. Le seul domaine dans lequel les importations des pays « hostiles » est important est les boissons alcoolisées.

Graphique 7

1. The share of "unfriendly" countries in agri-food imports was 30%

Imports of agri-food products* to Russia in 2021
\$ bln (% of total Russia's agri-food exports to all countries)



Mais, le marché russe n'est pas entièrement stable. En fait l'impact des sanctions se traduit plus par un changement des prix relatifs.

En effet la production interne dépend aussi des importations. C'est en particulier vrai pour certaines semences mais aussi en partie sur le matériel agricole. Le problème se pose surtout pour les « microtracteurs » (moins de 150 cv). Cela peut conduire à une baisse d'efficacité de la production russe, et donc à des hausses de coûts.

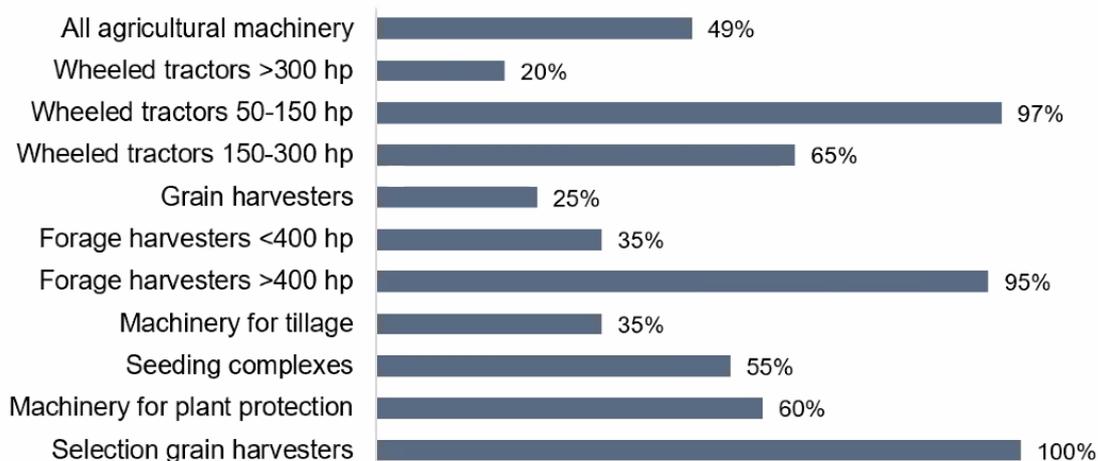
Graphique 8 **Dépendance du secteur agroalimentaire russe aux importations**

2. There is high dependence on imports of breeding material and machinery

Share of imports of ancestral forms in the Russian poultry industry in 2019



Share of imports in the supply of agricultural machinery in Russia in 2021



Selon les segments de la production la situation est différente. Dans certains segments, comme les œufs, nous dépendons des importations américaines et allemandes. Nous risquons de mettre jusqu'à dix ans pour substituer totalement ces importations. Pour les semences, il faudra 2 à 3 ans pour que la substitution puisse être complètes. C'est pourquoi nous comptons sur des importations parallèles pour une période de transition. Dans le machinisme agricole, nous avons commencé à investir depuis plusieurs années, mais pour l'instant la Russie a besoin de pièces de rechange. Mais là aussi, la possibilité de changer de fournisseurs étrangers offre de bonnes perspectives.

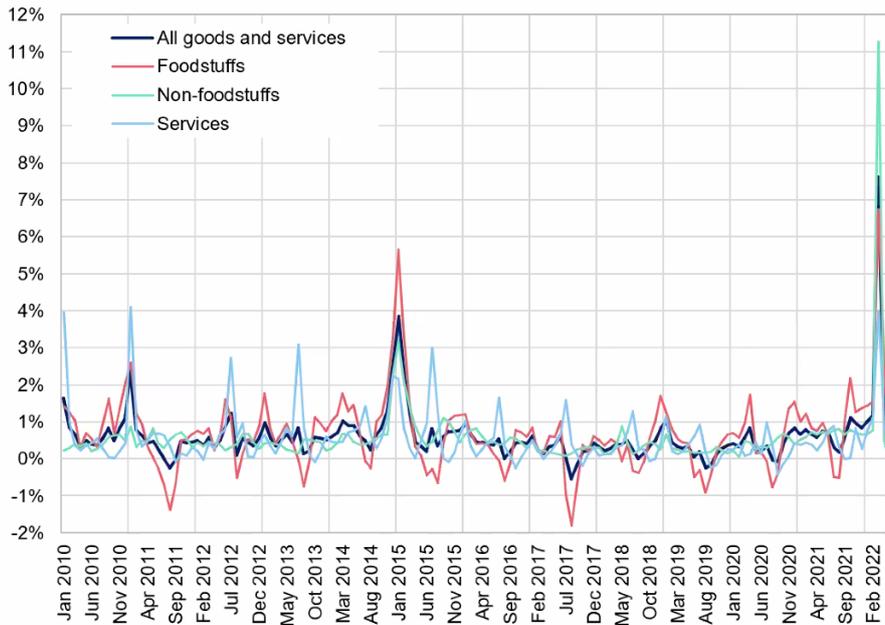
Une hausse des coûts internes

Cela explique en réalité une partie de la hausse des coûts en mars et en avril. De fait, cette forte hausse des prix a plus touché la population la plus pauvre. On a assisté à des substitutions à l'intérieur de la consommation alimentaire.

Graphique 9 Hausse des prix en pourcentage du mois précédents

1. Consumer price growth in March 2022 was the highest in recent years

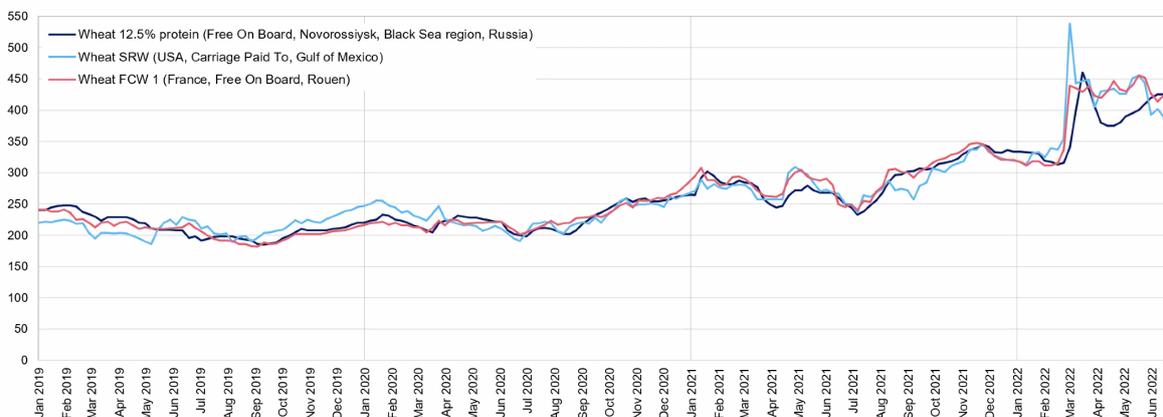
Consumer price index in Russia (% increase relative to the previous month level)



Il n'y a pas actuellement de restriction des exportations alimentaires. Mais ces restrictions pourraient se produire dans un proche avenir. Ce qui pose le problème d'une possible restructuration dans les exportations.

Graphique 10 Prix des exportations russes

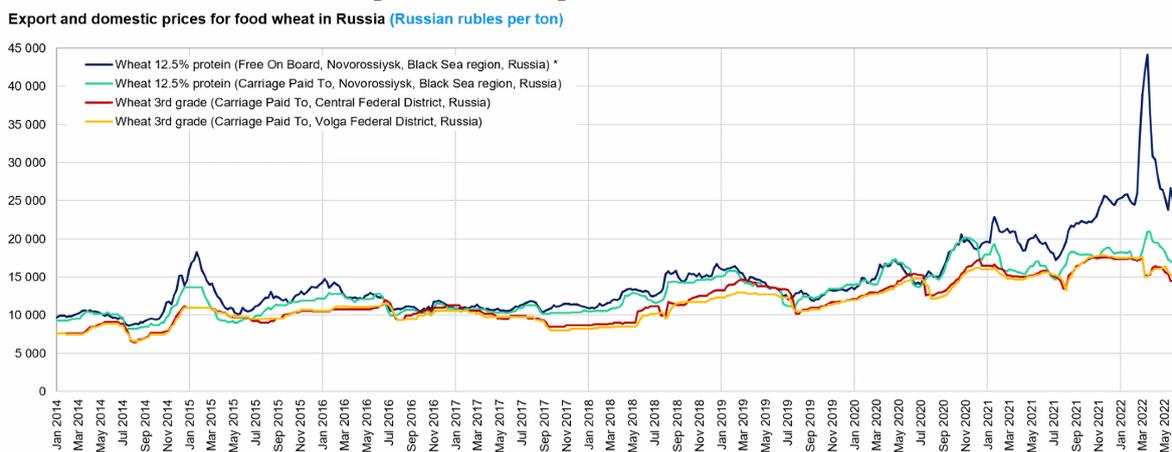
World prices for food wheat from Russia and other exporting countries (USD per ton)



Sur le marché du blé, des problèmes logistiques, mais aussi des problèmes liés aux assurances, ont nécessité un discount important en avril et mai, mais depuis juin les problèmes logistiques se sont améliorés et le discount a pu être diminué. On peut considérer que les principaux problèmes ont été résolus.

Sur le marché intérieur, il y a eu une rupture entre les prix de production et les prix d'exportations. Elle est due à une taxe calculée comme différence entre le prix à l'exportation en dollars et le prix de base.

Graphique 11
Prix d'exportation et prix internes des céréales

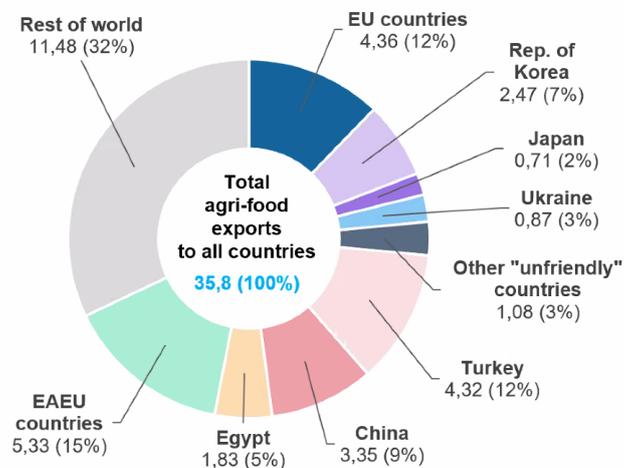


Cette taxe a permis de réguler les prix intérieurs dans une situation où les prix d'exportations montaient rapidement. Cependant, cette taxe n'a pas pris en compte la volatilité du rouble, d'où une hausse en mars-avril.

Graphique 11
Répartition par pays des exportations agroalimentaires russes

1. The share of "unfriendly" countries in agri-food exports was 27%

Exports of agri-food products* from Russia in 2021
\$ bln (% of total Russia's agri-food exports to all countries)



Oil

Dès que le rouble a commencé à s'apprécier, les prix internes ont commencé à baisser, et ceci a eu une influence positive sur les consommateurs. Par contre, pour les producteurs, cela a fait apparaître d'autres problèmes et rend la production bien moins rentable. D'où la nécessité de discuter avec les producteurs afin de faire évoluer la taxe et de la fonder sur les prix en roubles et non les prix en dollars.

La hausse du rouble a aussi un impact sur les mécanismes de régulation du prix des carburants et des engrais. De fait, ces mécanismes de régulation jouent non seulement sur l'ensemble de la production mais permettent aussi de rétablir l'efficacité de la production de viande où l'efficacité est relativement faible.

Plus généralement, il faudra faire évoluer la réglementation sur les exportations si l'on veut préserver la production russe. La production russe est la garantie de la sécurité alimentaire du pays.